

«Ni suspension, ni annulation»: le «répit» de l'USJ Les mots n'apaisent pas les maux

■ La décision prise par l'Université Saint-Joseph (USJ) d'annuler les élections de l'amicale pour l'année 2014-2015 (parce qu'on pourrait avoir recours à des centaines d'euphémismes, la réalité est une, il s'agit d'annulation), coupe la voie à des centaines d'étudiants voulant faire entendre leur voix et réjouit d'autres, préférant ainsi se retirer d'un tel «défi» et éviter ce qui pourrait engendrer la violence.

«Les conditions d'exercice de la démocratie n'étaient pas réunies cette année». Telle a été la justification avancée par le P. Salim Daccache, s.j. lors d'une conférence de presse, le mercredi 12 novembre, devant nombre de doyens de facultés et représentants de la presse. A qui revient le rôle de réunir ces conditions d'exercice de la démocratie? En attendant ce Deus ex machina, l'USJ a décidé de suspendre les élections, pour se protéger et protéger ses étudiants du «climat de violence» qui a envahi les campus au cours des dernières années. D'autre part, la «communauté» estudiantine de l'USJ se divise en deux: ceux qui sont en faveur d'un tel dénouement et ceux qui s'opposent à cette tentative de faire taire l'opinion publique.

«La sécurité des étudiants et leur avenir étaient en jeu», affirme le Pr Daccache. Tous les étudiants ne sont pas d'accord avec cet argument. D'ailleurs, un communiqué commun, signé par d'anciens présidents et activistes de l'USJ, a été récemment publié sur la page Facebook du groupe: «Pétition contre l'annulation des élections estudiantines

à l'USJ». Les signataires de ce communiqué revendiquent leur droit au vote, considérant que «les élections de l'amicale ne sont pas une source de tensions au sein des campus (...) [que c'est, bien au contraire], une réponse démocratique à la haine et aux violences qui sévissent dans certaines régions du pays et, parfois même, dans les rues de Beyrouth». Selon ces signataires, la solution devrait être «d'encourager le dialogue et le débat organisés autour de sujets, même politiques, au sein de l'université, au cours des élections et tout au long de l'année universitaire», estimant que les «fauteurs de troubles et d'agitation devraient être punis».

A l'encontre de ses objectifs

Il y a longtemps, des débats politiques avaient été maintes fois organisés au sein des différents campus de l'USJ pour permettre aux étudiants d'exprimer librement et en toute démocratie leurs différences, d'exposer leurs divergences et d'en discuter, d'essayer de trouver des solutions aux problèmes qui ne cesseront d'exister, mais qui ne pourront toutefois être



Le père Salim Daccache.

résolus par un «boycott» des élections et de la vie civique. «Tous les méfaits de la démocratie sont remédiables par davantage de démocratie» (Alfred E. Smith).

Dans l'éditorial de l'agenda universitaire, le recteur de l'USJ écrit que le «passé de l'USJ [soit] pour nous une leçon de résilience et de motivation pour aller plus loin et davantage dans notre mission académique (...) de service de la société libanaise telle qu'elle se présente dans sa diversité et ses richesses». Plus encore, dans la partie *Mission, vision et valeurs*, il est mentionné que l'USJ «tient à favoriser le dialogue par le biculturalisme et le plurilinguisme et à demeurer enfin un lieu de réflexion et de formation intégrale de la personne». L'USJ «n'accepte pas non plus d'être asservie par une idéologie et entend sauvegarder sur son campus la liberté de l'information et du dialogue tant qu'elle ne porte pas atteinte à l'ordre public». Il est, certes, vrai que les élections ont provoqué confrontations, parfois extrêmes, entre les différents groupements d'élèves soutenant tel ou tel parti politique, mais la «meilleure représentation de toutes les sensibilités politiques et [la] plus grande participation à la vie démocratique» sont-elles réellement assurées par la suspension des élections? L'USJ n'aurait-elle pas pu opter pour une plus juste alternative en incitant les étudiants au dialogue intercommunautaire, en les éduquant au respect et à l'acceptation de l'autre, en les poussant et les encourageant à voter de manière libre et démocratique en organisant des conférences, des colloques et des débats politiques constructifs?», demande un étudiant de la faculté de médecine. N'est-ce pas cet «esprit de continuité et de participation de tous» que veut préserver l'université? Ce sont ses étudiants qui iront voter au niveau national. Ce sont eux aussi qui choisiront leurs gouverneurs. Comment peut-on s'attendre à ce qu'ils le fassent correctement dans un cadre étatique, alors que même sur le plan universitaire, ils en sont incapables parce qu'on ne le leur a pas appris? ■ NATASHA METNI M.A.



LE SIT-IN PACIFIQUE

Devant le campus de la rue Huvelin, un sit-in «pacifique, symbolique et unissant tous les partis» a été apprécié par le Parti national libéral. Un ruban adhésif sur la bouche, plusieurs étudiants qui ont participé au sit-in ont dénoncé «une répression de la liberté d'expression».